

n° 111 de septembre 2021

NOTRE FÉDÉRATION

BULLETIN de la FSU Cantal

Directeur de la publication : C. Nely
 N°ISSN 1625-5240 N° CPPAPN 1017 S 07645
 7, place de la Paix 15102 AURILLAC Cedex — Tél / Fax : 04-71-64-00-17
 e-mail: fsu15@fsu.fr

PRESSE
DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

DÉPOSE LE
17/09/2021

STOP à La REGRESSION !

La rentrée 2021 est encore un des meilleurs crus de l'ère macroniste. Il ne manque aucun ingrédient :



FSU. 15

- communication de Castex : tout est sous contrôle et retour à la vie normale
- pass sanitaire vendu comme un sésame salvateur et incontournable
- protocoles de rentrée décrétés et annoncés au cœur de l'été sans aucune consultation des syndicats représentatifs des personnels
- provocation de rentrée du Père Manu en visite dans la cité phocéenne où la situation des écoles marseillaises est désastreuse, après 25 ans de mandature de droite. Il profite de l'aubaine pour imposer un statut hiérarchique de directeurs d'écoles (loi Rilhac), l'autonomie des écoles et l'innovation pédagogique à tout va

- annonces d'auto satisfaction de Blanquer fin août sur « l'augmentation » des salaires des profs en 2022 (sic)
 - ce même Blanquer qui a bossé tout l'été... pour écrire son livre « l'école ouverte »...
- Arrêtons là cette liste de propagande !

Nous ne pouvons pas faire la politique de l'Autriche ni courber l'échine plus longtemps !

La crise sociale est bel et bien là. La crise économique étant la conséquence de choix politiques au profit des multinationales cotées en bourse devenues obèses.

La crise a bon dos. C'est surtout le Peuple qui la subit !

De l'argent, il y en a ! La FSU n'a de cesse de réclamer notre part du gâteau : des moyens décents pour travailler et accomplir un Service Public de qualité. Nous le revendiquons avant la crise sanitaire. Celle-ci n'a fait qu'amplifier et accélérer la dégradation du Service rendu à l'Hôpital, dans les établissements scolaires... Il manque des lits et des personnels soignants depuis longtemps ! Ils défient la Profession et font chanter les personnels qui ne seraient pas vaccinés ! La dose ou la porte ! Le mépris succède à l'arrogance, dans un climat de communication populiste. Côté Education, les classes sont pleines à craquer alors qu'il faut gérer de plus en plus d'élèves à besoin éducatif particulier, d'enfants de familles défavorisées dont les conditions de vie sont très difficiles. Pourtant, nous accueillons le mieux possible les enfants de familles de migrants chassés de leur pays par la guerre, la dictature, les génocides. Avec des moyens dérisoires ! Le déficit d'enseignement et d'apprentissage dans les établissements durant ces 2 dernières années laisse des traces et creuse un peu plus les inégalités !

STOP au détournement de fonds public ! Les recettes fiscales doivent en priorité être investies pour l'intérêt général, pour un fonctionnement optimal du Service Public, pour des personnels recrutés sous statut, correctement formés, payés et considérés !

Continuons de dénoncer les dérives d'un pouvoir aux abois qui supprime toute contestation et met en péril la Démocratie ! A très bientôt dans la rue ! Le 23/09 et le 5/10 !

Lionel Maury, secrétaire départemental

Sommaire:

Page 2 : Lettre aux élus

Page 3 : mobilisation du 23/09 dans l'Education

Page 4 : Appel à la grève interprofessionnelle du 5/10



FSU du Cantal
Place de la Paix
7, bâtiment de l'horloge
15 000 AURILLAC
fsu15@fsu.fr
04 71 64 03 35

Aurillac le 10 septembre 2021,

Chers membres du CDEN, chers maires du Cantal,

La FSU 15 souhaite, par ce courrier, vous alerter sur l'hémorragie de postes de professeurs des écoles que subit actuellement notre département, en toute opacité. Depuis 2014, une convention entre l'AMF du Cantal et le Ministère de l'Education Nationale est censée protéger le département et son service public d'éducation. Dans un premier temps, la convention déconnectait entièrement les dotations de postes d'enseignants de l'évolution de la démographie scolaire. Concrètement, le nombre de postes attribués au département était gelé, la fin d'une spirale infernale de fragilisation de notre tissu scolaire qui était à l'œuvre depuis des années. La convention s'est poursuivie depuis 2016 sous la forme d'un avenant. Le nombre de postes n'est plus gelé mais plafonné à 3 retraits par an. La FSU s'est retirée des travaux de la convention depuis la mise en place de cet avenant auquel elle est opposée.

Voilà pour l'historique et la communication officielle. Nous souhaitons, par ce courrier, vous alerter sur une réalité de gestion toute autre à l'œuvre dans notre département. Actuellement, cette convention n'existe plus que dans l'affichage puisque tous ses principes et le travail considérable que chacun a fourni est aujourd'hui bafoué dans une optique d'économie budgétaire habilement dissimulée.

En cette rentrée 2021, le Cantal a perdu 3 postes. Mais le Ministère, le Rectorat et l'Inspection Académique ne sont pas rassasiés et ont décidé d'aller bien au-delà. Volontairement, le nombre de départs en retraite a été sous-estimé alors qu'il était connu de tous les services. Cette sous-estimation a conduit à recruter peu de nouveaux enseignants fraîchement lauréats du concours. Et, en cette rentrée, il manque 17 professeurs des écoles dans les écoles. Oui, vous avez bien lu, 17 ! En 2021, ce ne sont donc pas 3 postes d'enseignants titulaires qui ont été supprimés mais 20 (17+3) ! Rappelons-nous que nous nous étions unis et soulevés dans les années 2000-2010 quand le département perdait 10 postes par an. C'est le double cette année ! Le Ministère, le Rectorat et l'Inspection méprisent le travail de chacun et bafouent la convention sans aucun scrupule. L'année a à peine commencé qu'il faut déjà colmater les fuites et parer à l'urgence. Le Rectorat vient de recruter, en dernière minute, 11 contractuels non formés et non titulaires du concours. Ces contractuels ont été envoyés aux quatre coins du département, en classe unique, en remplacement, sur des postes spécialisés...

Mais pourquoi donc se placer volontairement dans la difficulté et dans l'urgence ? Qu'est-ce qui motive cela ? Pourtant, la convention plafonne le nombre de retraits de postes. Mais, la tentation est trop grande pour notre Ministre et notre Recteur de reprendre au Cantal ce qu'on lui a laissé. Comme ils ne peuvent pas fermer les postes ils coupent les vannes du recrutement. Les postes ne sont pas occupés et ferment donc en catimini en début d'année. Et, quand c'est intenable, on recrute quelques contractuels qui coûtent bien moins chers et n'engagent à rien sur les années futures. L'organisation du Service Public devient donc non-pérenne et précaire. Ces personnels contractuels seront remerciés le 6 juillet 2022, d'autres seront recrutés à la rentrée suivante, eux-mêmes non formés, non diplômés. Pire encore, le Rectorat pourra s'autoriser à ne pas recruter de contractuels, actant de fait des fermetures de postes dans le Cantal.

Il est de notre responsabilité de porter à votre connaissance ce qui s'apparente à un scandaleux maquillage de la réalité. Il va falloir, une nouvelle fois, nous unir et faire bloc pour que soient respectés le travail et l'énergie que nous avons mis en œuvre pour protéger notre département, nos écoles et nos enfants. Nous restons à votre disposition pour tout complément d'information.

Pour la FSU du Cantal,

Lionel Maury, secrétaire départemental



POUR

UN PLAN D'URGENCE POUR L'ÉDUCATION

POUR NOS SALAIRES

- Dégel du point d'indice – depuis 2010 : + 12,3 % d'inflation / + 1,2 % d'augmentation du point d'indice (2017)
- Revalorisation des salaires à hauteur des autres pays de l'OCDE - le salaire moyen des enseignants est inférieur de 23,5 % par rapport à la moyenne européenne et d'environ 1000 € par rapport aux autres fonctionnaires français à niveau équivalent
- Emploi des AESH à temps complet et reconnaissance statutaire et salariale
- Égalité salariale femmes / hommes réelle

POUR NOS CONDITIONS DE TRAVAIL

- Des postes de titulaires en nombre suffisant pour dédoubler les classes, assurer le remplacement, la formation, répondre à la difficulté scolaire et permettre une inclusion réussie des élèves à besoins éducatifs particuliers
- Protéger les personnels
mise en œuvre de véritables politiques de prévention du risque professionnel : recrutement de médecins du travail en nombre suffisant, d'agent de prévention dans les établissements, formation des personnels de direction à la culture de la santé au travail
protections efficaces et suffisantes, dépistages massifs et réguliers, équipement des salles de classes en aérateur et en détecteur de CO2

POUR UNE AUTRE POLITIQUE

- Pour une réelle liberté pédagogique et la fin des injonctions ministérielles
- Pour une vision émancipatrice de l'école et du service public d'éducation
- Pour l'allègement des tâches des directeurs d'école et pour le retrait du projet de loi Rilhac
- Pour une politique d'évaluation au service des élèves
- Pour l'abandon des PIAL
- Pour un baccalauréat respectant l'égalité républicaine

RASSEMBLEMENT

Jeudi 23 septembre 2021 à 11h30

devant la DSDEN, place de la Paix à Aurillac

AG, prise de parole, conférence de presse, audience

Amenez votre pique-nique !



UNION
DEPARTEMENTALE
DES SYNDICATS C.G.T.
DU CANTAL



TOUTES ET TOUS MOBILISÉ.E.S LE 5 OCTOBRE : 5 RAISONS D'ETRE EN GREVE ET D'AGIR !

A l'heure où la France tente de sortir d'une des pires crises sanitaires de son Histoire, à l'heure où la situation sociale appelle à des mesures fortes visant notamment au renforcement de notre modèle social, le Président de la République et son gouvernement accélèrent leur politique libérale et annoncent de nouveaux reculs sociaux !

Depuis le premier jour de la crise, les travailleurs sont là et ils répondent « présents » : ceux qui nous soignent, ceux qui nous transportent, ceux qui nous livrent, ceux qui nettoient nos rues, ceux qui construisent nos maisons et nos routes, ceux qui accompagnent nos enfants et ceux qui prennent soin de nos aînés, ceux qui maintiennent ouverts les commerces essentiels...

Et aujourd'hui, quelle reconnaissance de ces métiers ? AUCUNE !

Pas d'augmentation des salaires, pas de reconnaissance des pénibilités, pas de revalorisation des métiers.

Il est temps d'en finir avec ce mépris. Il est temps d'en finir avec les inégalités et l'accroissement indécent des richesses.

Pas un jour ne se passe sans que des emplois ne soient supprimés dans l'industrie ou les services publics.

Le gouvernement, aux ordres du patronat, est responsable de cette fracture sociale grandissante.

De plus en plus surveillés et contrôlés, les syndicats rappellent leur opposition au passe sanitaire. Il faut aujourd'hui le passe sanitaire pour aller boire un café. Il faut être vacciné pour accueillir du public, des clients, des usagers et des patients...

Force est de constater que cette exigence de contrôle ne s'applique pas aux entreprises, qui ont bénéficié de milliards d'euros d'argent public, sans pour autant donner de garantie sur le maintien de l'emploi et sans exigence sur le plan social.

Là encore, la démonstration est faite d'une société fragilisée à deux niveaux.

Là encore, notre mobilisation sera déterminante afin d'imposer d'autres choix !

Pesons le 5 octobre pour imposer :

- Une augmentation générale des salaires, des minima sociaux et des pensions.
- Une amélioration de nos conditions de travail.
- Une reconnaissance des métiers, de leur pénibilité et du travail effectué.
- Un renforcement de notre système de retraite.
- La consolidation de notre protection sociale.

Le 5 octobre 2021, les UD du Cantal, CGT, FO, FSU et SOLIDAIRES appellent l'ensemble des travailleurs à venir manifester avec nous, rassemblement à AURILLAC, place des Carmes à 10h30.

A Aurillac, le 16 septembre 2021.

